



Communiqué de presse du RAC-F et de ses associations membres, 13 octobre 2008

La France, Présidente de l'Union européenne, brade le paquet énergie-climat

Mercredi et jeudi, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se réunissent, sous la Présidence de la France, pour discuter du « paquet énergie-climat », ensemble de propositions de réglementations qui dessineront jusqu'en 2020 la politique européenne de lutte contre le changement climatique.

A cette occasion, le Réseau Action Climat-France et ses associations membres appellent fortement le chef d'Etat à revenir sur ses propositions de compromis au rabais qui, pour satisfaire le reste des Etats membres, menacent de vider de toute ambition le paquet énergie-climat.

En effet, qu'il s'agisse du futur objectif de réduction des émissions européennes pour 2020, de la mise aux enchères des quotas de CO2 et de l'affectation d'une partie de ce revenu aux pays en développement, de la réglementation sur les émissions de CO2 des véhicules particuliers, des énergies renouvelables ou encore des économies d'énergie, la France propose un ensemble de compromis à la baisse.

Et ce, alors que le Parlement européen milite de son côté pour conserver, voire élever l'ambition des mesures proposées en ce début d'année par la Commission européenne.

Malheureusement, la France préfère prêter l'oreille au lobby industriel et à des partenaires de poids dans la négociation, en premier lieu l'Allemagne. Cette dernière menace de ne pas accepter le paquet énergie-climat en décembre si les intérêts de ses industriels ne sont pas satisfaits. Ainsi, sur le dossier le plus sensible de la future mise aux enchères des quotas de CO2, les pourcentages proposés, qu'il s'agisse des secteurs de l'industrie mais aussi de l'énergie, diminuent de jour en jour.

Le RAC-F condamne fermement cette attitude de la France qui, sous sa Présidence, ne cherche qu'à s'attirer le soutien des uns et des autres pour s'enorgueillir de l'adoption du paquet énergie-climat, quitte à vider ce dernier de toute substance.

Le RAC-F appelle le chef de l'Etat à revisiter sa définition de ce que signifie « une bonne présidence de l'Union européenne », à savoir non pas la recherche de consensus mous mais bien la capacité à tirer les futures politiques européennes vers le haut.

La crise économique actuelle ne doit pas encore servir d'excuse à l'adoption de mesurées. En matière de changement climatique, l'inaction coûtera considérablement plus cher à nos économies que l'action. Il s'agit d'éviter aujourd'hui les récessions de demain. C'est d'ailleurs ce que les citoyens européens ont récemment exprimé lors d'un sondage : 56% d'entre eux pensent que lutter contre les changements climatiques aura un impact positif sur l'économie européenne (Eurobaromètre, septembre 2008). Le RAC-F appelle la France à davantage écouter lorsqu'elle élabore ses compromis plutôt que les secteurs industriels.

Contacts :

- x Sur objectif de réduction des émissions européennes et marché de quotas de CO2 :
Damien Demailly, WWF : 01.55.25.86.43 ou 06.11.42.15.51
Morgane Créach, RAC-F : 01.48.58.00.20 ou 06.89.78.44.93
- x Sur énergies renouvelables et économies d'énergie :
Karine Gavand, Greenpeace : 06.77.04.61.90
Raphaël Claustre, Comité de Liaison des Energies Renouvelables : 06.03.85.87.96
- x Sur projet de règlement 120 grammes pour les véhicules particuliers :
Stephen Kerckhove, APE : 06.06.88.52.66 ou 01.40.31.02.99
Anne Valette, Greenpeace : 06.73.89.48.91
Michel Dubromel, FNE : 06 82 52 11 81
Joachim Broomberg, RAC-F : 06.68.51.01.72